

Forêts et Développement Rural
Pour un Monde meilleur

RAPPORT ANNUEL 2018

CFC
Système National
de Recherche Forestière

SR
SUIVI COMMANAIRE DES
FORÊTS EN TEMPS RÉEL

CFC
Système National
de Recherche Forestière

SOMMAIRE

MOT DU PCA	3
MOT DU CHARGÉ DES PROGRAMMES FORÊTS ET DEVELOPPEMENT DURABLE	4-5 6-9
NOS ACTIONS	10
FORÊTS	11
MINES	15

Organisation communautaire pour un meilleur suivi des activités minières	16
Sensibilisation	17
Accès à l'information	17-18

ENVIRONNEMENT ET CLIMAT	19
AGRICULTURE ET FONCIER	20
ACTIONS DE COMMUNICATION	21

Evenementielle	23
Forum sur La Gouvernance Minière (FGM)	24 -25

NOS PUBLICATIONS EN 2018	26 - 30
RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2018	31

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers Partenaires, Bénéficiaires, Collaborateurs et Membres,

J'espère que cette nouvelle année 2019 a démarré de bon augure pour chacun de vous et que vos espoirs se concrétisent progressivement.

Après une année 2018 marqué par de nombreux challenges et de mémorables succès, FODER poursuit sa trajectoire vers une organisation systémique et durable. En effet, malgré la clôture de plusieurs projets, l'année 2018 a vu FODER se hisser au rang de première organisation de société civile certifiée ISO 2001 :2015 pour l'observation indépendante de la gestion des ressources naturelles. Depuis lors, le management de la qualité dont nous avons frayé la voie, suscite un intérêt croissant allant bien au-delà des frontières nationales. Ainsi, le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) développé avec l'appui de nos partenaires techniques et financiers et d'autres organisations de la société civile sera adapté et répliqué dans d'autres pays du Bassin du Congo au cours de l'année 2019. A la demande des organisations intéressées, FODER accompagnera ces initiatives et soutiendra la mise en place des systèmes de management de la qualité, non pas seulement pour garantir la qualité et l'utilité des informations générées, mais aussi dans le but d'assurer durablement la crédibilité, l'efficacité et l'efficience de l'observation indépendante de la gestion des ressources naturelles.

En capitalisant les leçons de nos expériences passées, nous continuerons en 2019 à opérer les changements d'ordre structurel, stratégique et politique, mais aussi opérationnel qui sont nécessaires à l'évolution de notre organisation et de ses interventions. C'est un vaste chantier transformationnel dans lequel nous nous sommes engagés dès 2016, pour bâtir les fondements de la durabilité de nos actions au bénéfice de nos groupes cibles. Autant dire que les premières fleurs augurent un avenir prometteur. A travers de nouveaux partenariats, nous étendrons nos interventions en Afrique centrale et de l'ouest,



Rodrigue NGONZO

voir au-delà, diversifiant encore plus nos actions et renforçant l'implication des parties prenantes dans la quête d'une bonne gouvernance et d'une gestion durable des ressources naturelles. Une attention particulière sera accordée à la promotion des activités et concepts innovants, au renforcement des capacités, autant qu'à la valorisation poussée des compétences du personnel.

Je voudrais saisir l'occasion d'exprimer ma gratitude aux partenaires qui continuent de soutenir nos interventions et nos efforts de développement, il s'agit notamment de l'Union européenne, de l'Organisation Mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du Centre pour la Formation et le Développement International de l'Université de Wolverhampton (CIDT), de la Rainforest Foundation UK, de Fern et de CUSO International. Je remercie également le Réseau International pour le Bambou et le Rotin (INBAR), nouveau partenaire avec lequel nous poursuivrons de nouvelles perspectives dès cette année.

Pour finir, je tiens à remercier d'une manière particulière, mais aussi à féliciter et encourager l'ensemble du personnel de l'association pour leurs louables efforts et leur persévérance, les membres du conseil d'administration pour leur engagement positif à mes côtés, les membres et sympathisants de l'association pour leur soutien continue, ainsi que nos parties prenantes et nos bénéficiaires pour leur guidance multiforme.

Puissiez-vous trouver en ce rapport d'activité 2018, un bilan de votre confiance.

MOT DU CHARGE DES PROGRAMMES

Justin KAMGA



FODER depuis 2016 est entré dans une phase développement structurelle pour répondre au standards de management de qualité tel que exigé par la norme ISO (International Standard Organisation), qui a conduit en 2018 a la mise en place d'un organigramme en cours d'implémentation. L'année écoulée a été décisive pour FODER qui est resté logique et cohérent dans ses actions en vue de l'atteinte de sa vision qui est d'œuvrer pour une société plus juste, sans marginalisation, ni discrimination, mettant ses ressources naturelles au service du développement durable.

Pour ce faire, FODER a été très actif dans les secteurs Minier, Forestier et Foncier, avec des actions orientées sur l'amélioration de la participation des parties prenantes et des bénéficiaires de nos actions. Ces actions auront permis de maintenir la pression sur les autorités en charge de la gestion des ressources naturelles pour une meilleure prise en compte des préoccupations des parties prenantes et d'éliminer toutes les formes d'injustice ou d'actions discriminatoires à leur endroit. L'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources naturelles a été aussi une préoccupation majeure pour FODER, d'autant plus que ce pilier de la gouvernance reste un baromètre majeur d'appréciation de la santé

de la gouvernance des ressources naturelles au Cameroun.

Au cours de l'année écoulée, nous avons mené un plaidoyer en faveur de l'application juste et équitable des textes en vigueur dans la gestion des ressources naturelles. En effet, les activités d'Observation Indépendante Externe (OIE) à travers le Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE) ont été un moyen de renforcer le contrôle forestier, minier et foncier, d'accroître l'application des textes en vigueur à l'endroit des personnes morales et physiques reconnues coupables de violation de cette dernière. La cartographie participative a été un outil, de sécurisation des terres des communautés face à la montée en puissance de la demande des terres par les entreprises en vue d'accroître les superficies pour l'agriculture et pour l'exploitation des ressources naturelles.



Illustration d'un cas de mort d'hommes dans un chantier minier ouvert et abandonné

Cette action aura permis de récupérer 12 Ha de Terre à la SOCAPLM en faveur des communautés.

Le plaidoyer a été aussi engagé en faveur de la réhabilitation des sites miniers exploités et abandonnés par les entreprises, de la suppression de la taxe d'abattage pour les forêts communautaires. Il convient de signaler que la plupart des actions de Lobbying a connu la forte participation des communautés et des Organisations de la société civile (OSC) formées au plaidoyer locale et lobbying. Par ailleurs le succès de cette actions de plaidoyer est en partie, grâce à l'entrée en scène des hommes de médias qui, avec des canaux appropriés de communication ont su relayer les informations et porter plus haut les préoccupations de la base afin d'influencer les décisions en faveur des communautés.

2018 a été une année de partage d'expérience avec d'autres OSC nationales et de la sous-région Afrique centrale et de l'Ouest au sein des plateformes tel que le RACOPY, la Plateforme CFP, la Coordination de l'OIE et la Plateforme Africaine de l'OI (PA OI). FODER a été sollicité par le gouvernement Ivoirien, via le Ministère des Eaux et Forêts a facilité l'élaboration de sa Politique National d'Amélioration de la Gouvernance Forestière (PNAGF-CI). Et dans le cadre de la mise en œuvre du Système Normalisé d'Observation Indépendance Externe (SNOIE), des pays comme la République du Congo ont exprimé le besoin de voir ce système se déployer dans le pays afin d'améliorer la qualité de l'OIE et son efficacité.

Il a été aussi question des alliances stratégiques entre FODER et certains partenaires. À savoir le Contrôle Supérieur de l'Etat (ConSupE) du Côté du gouvernement qui axe sur le partage des informations pour un meilleur suivi de la gestion de la fortune publique. Avec les institutions comme FAO, CIDT, Fern, GIZ, EFI, UE, Climate focus, comme bailleurs et partenaires techniques FODER a vu des actions portées des fruits grâce à leur appui multiformes. Ce qui aura contribué à l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles et des conditions de vie des communautés riveraines, à l'amélioration des politiques et lois, à augmenter la participation des parties prenantes et au renforcement des capacités du personnel et des partenaires.



FORETS ET DEVELOPPEMENT RURAL

Forêts et Développement Rural (FODER) est une association écologiste à but non lucratif et à vocation internationale créée au Cameroun, sous la Déclaration n°76/J10/BAPP du 02 Décembre 2002. L'association a pour objectifs de :

- Contribuer à la protection de l'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles,
- Lutter contre toute forme de marginalisation et de discrimination en rapport avec la gestion des ressources naturelles,
- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations,
- Contribuer à l'amélioration des politiques et des lois relatives à nos domaines d'intervention, renforcer les capacités de l'association et celles des organisations partenaires,
- Développer des partenariats et mobiliser des fonds pour la réalisation de sa mission.

Le siège social de FODER est à Yaoundé au Cameroun. L'association dispose d'une antenne régionale dans la ville de Bertoua dans la région de l'Est du Cameroun et qui couvre les régions de l'Est et de l'Adamaoua. Cette antenne intervient sur les actions concernant le secteur minier et le secteur de la conservation de la biodiversité. Au cours de l'année 2018, l'association a ouvert deux antennes en côte d'Ivoire dans les villes de San Pedro et Abidjan.

VISION

Nous œuvrons pour l'avènement d'une société plus juste, sans marginalisation ni discrimination, mettant ses ressources naturelles au service du développement durable.

MISSION

Notre mission consiste à créer un cadre propice au développement durable à travers des actions visant à garantir la justice et l'équité, les droits et la démocratie, la gestion transparente, participative et durable des ressources naturelles, la préservation de la diversité biologique et l'amélioration de la qualité de la vie et de l'environnement.

NOS ACTIONS

Nos actions concernent généralement la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles, les droits des communautés locales et autochtones, la biodiversité et le climat. En coopération avec d'autres organisations nationales et internationales et des institutions publiques, nous développons et mettons en œuvre des projets répondant aux besoins et aux défis actuels et futurs du développement durable. Nos actions obéissent à une approche participative garantissant aussi bien l'implication des parties prenantes dans la gestion du cycle des projets (allant de la conception à évaluation), que la mise en place de processus durables garantissant des impacts positifs sur la société.

NOS DOMAINES D'INTERVENTION

Nous intervenons dans différents secteurs, notamment :

- *les forêts et la faune*
- *l'environnement et le climat*
- *les mines et l'énergie*
- *l'agriculture et le foncier*

Dans ces secteurs nos actions s'inscrivent dans les cinq axes prioritaires ci-après :

1. *Participation*

2. *Application de la loi*
3. *Transparence*
4. *Droit des communautés,*
5. *Entreprenariat rural.*

CE QUE NOUS OFFRONS

FODER coopère et collabore avec toute organisation ou institution locale, nationale ou internationale, publique ou privée poursuivant les objectifs similaires et/ou connexes. A ceux-ci nous offrons depuis 2002, nos services dans les domaines de la conception, du suivi de la gestion et l'évaluation de projets, de la gestion par intérim, de la réalisation des études et des audits internes, de la planification stratégique et opérationnelle, de la communication d'influence, de l'organisation d'ateliers et séminaires, de l'appui à la mise en place de système de management de la qualité et le renforcement de capacités (observation indépendante, communication, recrutement et gestion du personnel, gestion financière et comptable, foresterie communautaire etc.).

NOS POLITIQUES

Avec le temps, nous avons mis en place un système de surveillance de notre développement en relation avec l'évolution du contexte local, national et international afin d'anticiper les besoins et les changements à venir. Dans l'optique d'affirmer clairement ses valeurs et d'assumer pleinement sa responsabilité, FODER a rendu publique ses politiques relatives au genre, à l'intégrité et à la lutte anti-corruption dans sa gestion, au respect de l'environnement dans la mise en œuvre de ses activités, à la protection des personnes et des groupes vulnérables, et à santé et la sécurité.

UNE ORGANISATION EN RESEAU

Depuis sa création, notre organisation agit en réseau avec d'autres organisations et institutions et travaille en partenariat et ou en collaboration avec plusieurs organisations et institutions internationales, nationales et locales.

LES FEMMES ET LES HOMMES DE FODER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de FODER définit les principales orientations de l'association. Il arrête les plans d'action, le budget et les comptes annuels de l'association. Il est composé des membres fondateurs et des membres élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de trois ans renouvelable, auxquels s'ajoutent des personnes désignées ou invitées par le Conseil d'administration. Le conseil se réunit au moins une (1) fois tous les ans.

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'administration comptait à ses actifs douze (12) membres (soit 06 femmes et 06 hommes) avec un fort engagement associatif ou des compétences utiles à l'association.

Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2018 :

Président : Rodrigue NGONZO, Fondateur

Vice-président : Sébastien TCHEBAYOU, Fondateur

Secrétaire Général : Edith ABILOGO, Communicatrice

Commissaires aux audits : Armelle MANKO (Gestion et audits de qualité) et Pamela MEPOUY (Audit comptable)

Commissaire au suivi-évaluation : Jean Sylvestre NYECK (Entrepreneur forestier), Marie Madeleine BASSALANG (Droits de l'environnement)

Autres Membres

KEKEUNOU Sévilor (**Biologiste, Fondateur**)

DONFACK Jean (**Forestier, Fondateur**)

Christiane TOBITH (**suivi-évaluation**)

EPAM Jules (**Prêtre**)

COORDINATION

La coordination est l'organe exécutif et de gestion courante de l'association. Elle est placée sous la responsabilité d'un Coordinateur.

Le coordinateur est recruté ou désigné par le Conseil d'administration pour une durée dans l'acte de recrutement ou de désignation.

La coordination a pour but de mettre en œuvre les objectifs généraux de l'association, de pla-

nifier, d'organiser et d'administrer ses opérations quotidiennes suivant les orientations définies par l'Assemblée Générale, les procédures adoptées et les directives définies par le Conseil d'Administration.

Depuis décembre 2017, la Coordination de FODER est assurée par Justin KAMGA.

LE PERSONNEL

FODER a la ferme volonté de respecter les normes environnementales, sociales et du travail que nous exigeons des autres et de mettre nos valeurs en pratique dans notre environnement de travail.

Au 31 décembre 2018, FODER compte 21 col-

laborateurs et collaboratrices directs dont 8 femmes et 13 hommes, soient 15 au siège à Yaoundé et 6 au bureau de Bertoua. 19 des salariés sont sous contrat local et 2 étaient sous contrat de coopérant volontariat international et leurs mandats sont arrivés à terme à la fin d'année 2018.

Qualité de vie

La participation active de notre personnel et son développement font partie intégrante de notre réussite. Nous reconnaissons l'importance pour nos employés de bénéficier de la possibilité de formation, de développement et d'apprentissage, aussi bien sur le plan personnel que professionnel, pour pouvoir travailler de façon efficace et professionnelle. Nous aspirons à développer une culture d'apprentissage au sein de l'organisation pour permettre le partage des connaissances et un développement collectif. L'apprentissage et la formation du personnel sont favorisés dans l'ensemble de l'organisation. C'est ainsi qu'en 2018 le personnel de FODER a bénéficié des formations et de renforcement de leurs compétences sur divers sujets dont la gestion financière, la prise en compte du genre, les audits des systèmes de certification de qualité (ISO 9001 :2015) et de gestion forestière et de chaîne de traçabilité (FSC), la gouvernance minière, le leadership, etc.

Diversités

Nos politiques et pratiques visent à avoir un pool de personnel ayant une expertise variée dans les domaines d'intervention de FODER, compétente et apte à répondre à nos besoins et à faire face au défis de l'heure. FODER s'est engagé à promouvoir l'égalité, la diversité et l'exclusivité, car nous avons la conviction que ces valeurs fondamentales sont le moteur de notre mission et nous permettent d'attirer et de fidéliser le meilleur personnel possible. C'est pourquoi en 2018, nous avons adopté notre politique genre qui rappelle aux responsables de

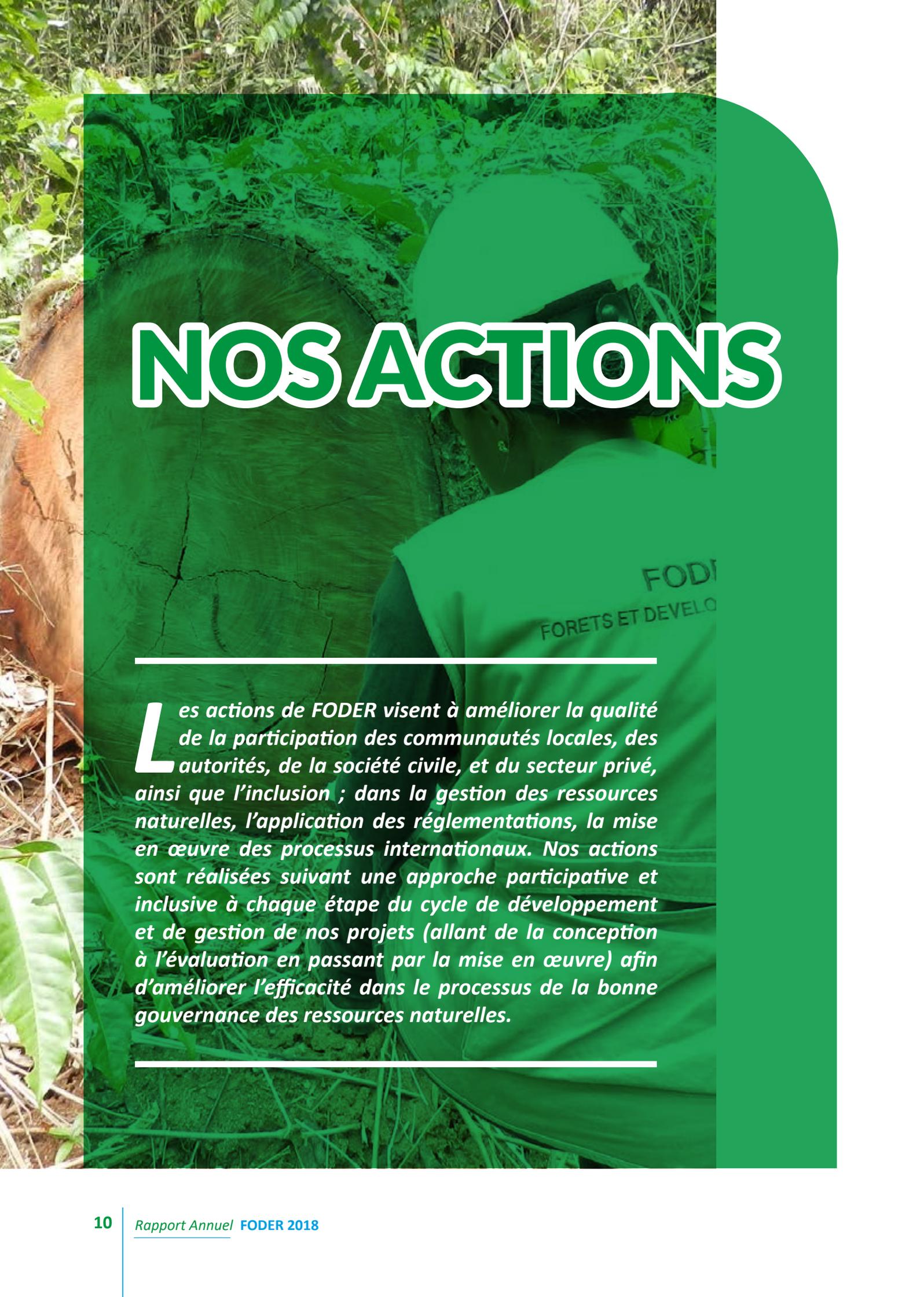
l'organisation leurs devoirs en matière d'égalité et de diversité durant le processus de recrutement et pendant toute la durée de la relation de travail.

Nous estimons que l'emploi du personnel local peut bénéficier aux communautés dans lesquelles nous travaillons et, en même temps, nous apporter une meilleure connaissance des besoins locaux. La coordination de FODER a donc pour habitude de recruter les fils ou/et filles des communautés des zones d'intervention de nos projets. Cela nous permet ainsi de transférer des compétences au niveau local tout en contribuant à l'amélioration des revenus de quelques ménages dans les localités où nous intervenons.

Santé et sécurité

La santé, la sécurité et la sûreté de notre personnel figurent au premier rang des responsabilités de notre organisation. Nous reconnaissons que le personnel d'une organisation de développement peut exercer un travail très exigeant, dans des situations complexes, difficile et dangereuses. Ainsi, l'organisation a également adoptée en 2018 une politique en matière de santé et de sécurité au travail qui vise à assurer une bonne gestion des risques inhérents à ses activités. Nous mettons tout en œuvre pour toujours procurer à l'ensemble du personnel – stagiaires et volontaires compris – un cadre, des équipements et des systèmes de travail sains et sûrs, ainsi que les ressources, les informations, les instructions, la formation et l'encadrement nécessaires à la réalisation de cet objectif.





NOS ACTIONS

Les actions de FODER visent à améliorer la qualité de la participation des communautés locales, des autorités, de la société civile, et du secteur privé, ainsi que l'inclusion ; dans la gestion des ressources naturelles, l'application des réglementations, la mise en œuvre des processus internationaux. Nos actions sont réalisées suivant une approche participative et inclusive à chaque étape du cycle de développement et de gestion de nos projets (allant de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre) afin d'améliorer l'efficacité dans le processus de la bonne gouvernance des ressources naturelles.



1

FORETS

En 2018, les actions menées par FODER dans le cadre de ses projets ont contribué à l'amélioration de la participation des différentes parties prenantes dans la gestion des ressources naturelles, à accroître l'application des réglementations en vue de la préservation des ressources naturelles et au partage équitable des bénéfices issus de leur exploitation. Ces actions ont également contribué à l'atteinte des objectifs de l'organisation.

L'intérêt des communautés restent notre préoccupation majeure de nos actions à travers laquelle FODER essaie de combler. D'où la nécessité d'identifier les principales parties prenantes dès la planification jusqu'à la mise en œuvre des actions, ce qui a pour avantage de s'assurer nos actions combler effectivement des bénéficiaires et une meilleure appropriation des résultats.

En vue de rentabiliser leur implication dans la gestion des ressources forestières, nous avons mis un accent particulier sur les actions de renforcement des capacités. A cet effet, Les communautés locales et autochtones, et les organisations de la société civile ont bénéficié des formations en lien avec l'Observation Indépendante Externe Normalisé y compris les investigations dans le long de la chaîne d'approvisionnement des produits forestiers, en leadership et plaidoyer communautaire pour le respect des engagements sociaux pris par les entreprises aux termes des PVRI et en cartographie participative. A cet effet, un total de 185 personnes ont bénéficié de ces formations, soient 131 hommes (79 hommes issus des communautés des zones forestières et 52 des organisations de la société civile) et 54 femmes (21 issues des communautés et 33 des organisations de la société civile). A la suite de ces actions nous avons pu avoir des communautés capables de mener des activités de plaidoyer communautaire à travers des plans de plaidoyer développés. L'on compte désormais 15 communautés des zones forestières qui disposent d'au moins un plan de plaidoyer communautaire devant leur permettre de rechercher un changement positif pour leur bien.

Grace aux plans de plaidoyer mis en place par la communauté de Bonando à l'Est Cameroun, elles ont pu développer des microprojets en lien avec la construction des forages, procéder à l'achat des médicaments pour le centre de santé communautaire et à la construction de deux salles de classe à l'école publique de Bonando. Les fonds proviennent des revenus issus de l'exploitation de la forêt communale de Doumé, pour un montant de sept cent mille francs CFA (700000FCFA).

Les formations en lien avec l'observation indépendante externe aura permis à six (6) organisations de la société civile d'améliorer leurs approches d'observation indépendante (OI) conformément aux procédures de gestion de la qualité promues via Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE). A cet effet, ces OSC ont contribué à la réalisation de 16 missions d'OIE couvrant les régions du Centre, Littoral, l'Est et le Sud. Plus de 70% de

ces rapports de dénonciation transmis au Ministère des forêts et de la Faune (MINFOF), a permis de déclencher des missions de contrôle des instances compétentes (Brigade Nationale de Contrôle, Brigade Régionale de Contrôle, Délégations départementales) à l'issue desquelles de matériels utilisés pour la commission des infractions et d'importantes quantités de bois ont été saisies. Nous estimations à environ 575,204 m3 les bois saisies.).

Il convient par ailleurs de signaler que la prise en compte du genre et la réalisation des audits internes de la norme ISO 9001-2015 ont également fait l'objet des sessions de formation durant 2018.

Influence des politiques

Les actions de FODER visent à influencer les décisions en matière de gouvernance des ressources naturelles pour une répartition équitable des bénéfices de son exploitation. Ainsi, en 2018 nous avons organisé des ateliers et réunions de dialogue entre les parties prenantes au niveau national. Ces réunions à laquelle ont pris part aussi bien les acteurs du secteur privé, la société civile, les responsables des administrations, les partenaires techniques et financiers ont permis d'adresser certains défis de gouvernance dans le secteur forestier au Cameroun. Il s'agit notamment de la transparence, de la participation des parties prenantes et la coordination des politiques sectorielles qui affectent les forêts.

En plus d'améliorer les conditions de vie des populations, l'association a mené des actions afin de contribuer à l'amélioration des politiques et des lois relatives à nos domaines d'intervention. Et, pour atteindre cet objectif des études relatives à l'évaluation de la transparence dans la REDD+, l'APV FLEGT et son Annexe 7 et à l'évaluation de l'indice de perception de la corruption, ont été produites. Les publications faites ont permis de nour-



rir la stratégie nationale REDD+ en ce qui concerne la transparence. Elle également contribué pour le développement du plan d'action triennal pour la transparence dans l'APV FLEGT adopté par les parties prenantes du secteur. Notre participation au processus de préparation de la REDD+ au Cameroun notamment par la contribution aux études stratégiques, à l'élaboration de la Stratégie nationale REDD+, a permis que les principes de transparence et accès à l'information soit consacré comme droit dans la SN REDD+ du Cameroun. Cette contribution de FODER à l'amélioration des textes et lois, ont amené les administrations à plus d'ouverture à nos actions et certaines n'ont pas hésité à solliciter un Mémorandum of Understanding (MoU) avec FODER (déjà signé avec le CONSUPE). Une méthodologie d'évaluation des pertes financières due à la corruption a été développée et est en phase de test. Actuellement, nous sommes engagés dans un plaidoyer pour la coordination des processus forestiers et climatiques au Cameroun.

Autonomisation des Communautés locales

Nous aspirons à améliorer les conditions de vie des communautés afin de réduire sa vulnérabilité face aux exploitants. Surtout les communautés qui se démarquent en s'impliquant dans les activités ou actions de dénonciation des cas d'exploitation forestière illégale. C'est pourquoi nous travaillons à améliorer les conditions de vie et les revenus en milieu rural à travers l'appui au développement d'activités génératrices



de revenus (AGR) telles que l'agriculture, l'élevage ; la sécurisation des emplois individuels et collectifs et l'aménagement de sources d'eau potable. En 2018, dans le cadre de la mise en œuvre des activités de suivi en temps réel des forêts, deux familles de Leaders Communautaires (LC) ont bénéficié des accompagnements techniques et financiers pour la mise en place des microprojets. Ce qui porte à 12 LC et 26 Observateurs Communautaires (OC) accompagnés dans la mise en œuvre des microprojets et l'aménagement de sources d'eau potable.

Ecoute des communautés

En 2018, nous sommes restés à l'écoute des communautés locales en travaillant davantage à les associer dans la mise en œuvre de nos actions et de celles entreprises par le gouvernement, notamment les dans les processus APV-FLEGT, REDD+ etc... Notre appui leur aura permis de déterminer leur mode de représentation dans les processus de concertation multi acteurs locaux et nationaux, selon leur structure de gouvernance propre. En 2018, un plaidoyer pour le respect des droits des communautés et peuples autochtones ainsi que leur participation et leur prise en compte dans le partage des revenus issus de la Vente aux Enchères Publiques des Bois (VEPB) saisis et dont les communautés seraient à la base des dénonciations. Grâce à ce plaidoyer, le Comité national de suivi de la mise en œuvre de l'APV FLEGT(CNS) s'est montré ouvert aux préoccupations des communautés, ce cadre d'échange leur aura permis de contribuer à influencer les décisions ministérielles L'annulation de la taxe d'abattage imposées aux forêts communautaires.

Application de la loi

L'un des axes majeur d'intervention de FODER est le renforcement de l'application des lois. Pour ce faire, depuis 2015, l'association a développé une approche normalisée d'observation indépendante des forêts calquée sur les procédures de la norme ISO 9001-2015. Ceci, dans l'optique d'harmoniser les approches d'OIE de la société civile, d'améliorer la qualité d'OI et

de rendre crédible ses rapports de dénonciation des cas d'exploitation forestière illégale et contribuer au respect de l'application de la loi.

C'est ainsi qu'en 2018, les activités d'OIE se sont poursuivies en respectant les procédures du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE). Au total 16 rapports de dénonciation ont été produits. Ces rapports par le biais des actions de lobbying engagés, ont conduit à la réaction du MINFOF à travers les missions de contrôle (BNC/BRC) et des missions conjointes avec les agents de l'administration, dont l'aboutissement a été la suspension périodique des titres d'exploitation, des sanctions pécuniaire et des agents impliqués dans l'exploitation illégale. ces sanctions infligées aux contrevenants à la suite des missions de vérification des autorités compétentes ont permis de dissuader les sociétés forestières impliquées dans l'exploitation illégale dont certaines ont dues se délocaliser d'une zone à une autre.

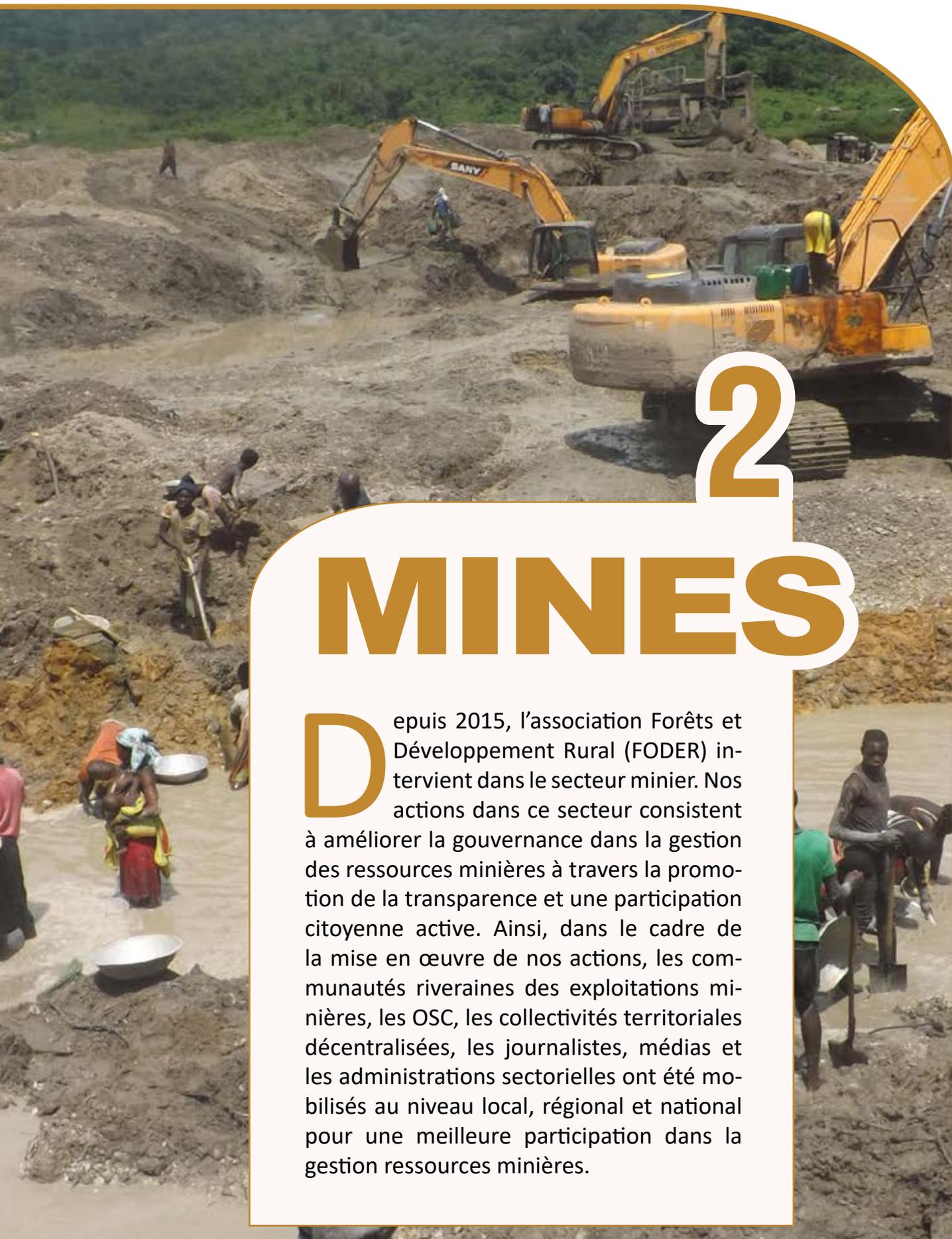
Des 13 rapports d'OIE soumis à l'administration compétente sur l'ensemble des 16 missions réalisées, les faits régulièrement dénoncés sont en lien avec la violation des droits des communautés riveraines notamment, l'exploitation dans les forêts du domaine national par des personnes non identifiées et quelques sociétés forestières citée d'une part et le non-respect des normes d'intervention en milieu forestier. Dans un souci de respect de la transparence, les rapports d'OIE produit ont été mis en ligne sur le site de l'OIE Cameroun (www.oiecameroun.org). La publication de ces informations favorise les retours des AC-RBU et les acheteurs de bois Européen manifesté par des mails de demande d'information complémentaire adressée à FODER. Les rapports de dénonciation (14 au total) ont été également encodés sur la plateforme Open Timber Portail (OTP). Les infractions concernées par les observations encodées dans OTP sont notamment les coupes hors limites sans autorisation, l'exploitation des essences non autorisées, le non marquage des souches ; les billes sur parc forêts non marquées et marquées, l'abandon de bois.



Toutes nos actions dans le secteur forestier ont été réalisées dans le cadre de deux projets. Il s'agit du projet « Voix des citoyens pour le changement : Observation forestière dans le Bassin du Congo (Projet CV4C) ». Ce projet conduit par le CIDT de l'Université de Wolverhampton en Angleterre et mis en œuvre grâce au soutien financier de l'UE et du DFID par un Consortium d'OSC du Bassin du Congo parmi lesquels FODER, a pour objectif de renforcer la contribution des acteurs non étatiques (ANE) à l'amélioration de la gouvernance forestière et à la gestion durable des forêts (GDF) dans 5 pays du Bassin du Congo. Et, du projet « Suivi-communautaire des forêts en Temps Réel (RTM) » financé par Rainforest UK et DFID.

Coopération Sud-Sud

Au niveau international FODER a apporté son expertise au Gouvernement ivoirien pour l'élaboration de l'ébauche du Programme National d'amélioration de la Gouvernance Forestière (PNAGF-CI). Cet appui est conséquent au développement de la politique nationale de préservation de réhabilitation et d'extension des forêts, ainsi que sa stratégie. Dans la même lancée, FODER a apporté son appui à Représentation de la GIZ en Côte d'Ivoire dans l'organisation du concours du meilleur planteur forestier du District de San Pedro. Avec cet appui, l'association a gagné en visibilité et à contribuer au renforcement la coopération Sud-Sud.



2

MINES

Depuis 2015, l'association Forêts et Développement Rural (FODER) intervient dans le secteur minier. Nos actions dans ce secteur consistent à améliorer la gouvernance dans la gestion des ressources minières à travers la promotion de la transparence et une participation citoyenne active. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de nos actions, les communautés riveraines des exploitations minières, les OSC, les collectivités territoriales décentralisées, les journalistes, médias et les administrations sectorielles ont été mobilisés au niveau local, régional et national pour une meilleure participation dans la gestion ressources minières.

Organisation communautaire pour un meilleur suivi des activités minières

Grâce à nos actions, les communautés des zones minières sont désormais mieux organisées. Aujourd'hui, dans les arrondissements de Yokadouma, Gari Gombo, Batouri, Ngoura, Betaré Oya, Garoua-Boulaï, Meiganga et Ngaoundal les communautés engagées pour la protection de leurs droits et pour le respect de l'environnement ont pu s'organiser en Comité de Veille Citoyen (CVC). Ces CVC mis en place avec l'appui de FODER, sont de véritables sentinelles. Ils veillent et surveillent les activités minières pour que les cas d'illégalité et d'abus observés dans ce secteur ne restent plus impunis comme d'antan. Pour rendre ces comités de veille efficace l'action de FODER se concentre sur quatre piliers :

- **La Formation,**
- **L'accompagnement,**
- **L'équipement,**
- **L'assistance juridique.**

Sur le terrain, les animateurs facilitateurs communautaires recrutés et formés pour le plaidoyer communautaire, l'observation indépendante externe, la cartographie participative, l'appui à la structuration communautaire travaillent de concert avec ces comités de veille pour mieux les outiller à l'organisation communautaire. Depuis la mise en place de ces comités de veille, les membres mènent des activités de dénonciation et ont réussi à repousser des exploitants miniers illégaux venus tromper les communautés avec des faux titres d'exploitation et des promesses fallacieuses. On dénombre déjà en deux ans d'activité de ces comités de veille au moins quinze (15) dénonciations pertinentes concernant les activités présumées illégales et des violations des droits des communautés commises par les entreprises minières de la semi-mécanisation. Les travaux d'exploitation minière semi-mécanisée illégaux ont été stoppés dans aux moins dix

sites grâce aux actions de dénonciation et de plaidoyer des CVC auprès de l'administration et des chefferies traditionnelles. Plusieurs victimes des destructions des cultures et d'habitation ont reçues des compensations financières suite aux actions de plaidoyer et de médiation effectuées par les membres des CVC. Deux victimes de l'exploitation minière semi-mécanisée sont assistées judiciairement dans les tribunaux de Bertoua et Batouri.

L'adhésion des populations à ces comités de veille est manifeste et l'implication de leurs leaders exemplaires. En effet, pour chaque comité, des rôles ont été attribués à chaque membre et des rencontres sont organisées selon le chronogramme fixé par chaque comité lui-même.

Dans l'optique de responsabiliser les membres des comités de veille et de les rendre plus autonome, les modalités de fonctionnement de ces structures en charge de la veille communautaires des activités d'exploitation minière sont définies par chaque comité.

Les comités de veilles jouent également le rôle de relai de sensibilisation des communautés sur les dangers de l'exploitation minière. Sur la base des microprogrammes et des vidéos de sensibilisation produits, elles intensifient la sensibilisation dans les villages et dans les chantiers miniers auprès des artisans miniers. L'objectif étant de les outiller afin qu'ils parviennent à adopter de bonnes pratiques lorsqu'eux-mêmes pratiquent l'exploitation artisanale et veillent au respect de leurs droits en cas de tentative d'abus ou de corruption.

Pour une veille citoyenne durable et pérenne les comités de veille ont besoin d'un appui inconditionnel de la société civile et de l'administration sectorielle compétente. En leur octroyant les connaissances nécessaires, les communautés pourront mieux s'organiser et contribueront ainsi à donner un meilleur visage au secteur minier au Cameroun. Les chefferies traditionnelles et les CVC ont été informés et formés sur la réglementation en lien avec l'exploration et l'exploitation minière, le suivi des activités mi-

nières, le plaidoyer-Lobbying, les méthodes de dénonciations, etc. Avec les CVC également, l'on a pu obtenir au sein des communautés la limitation et résolution des conflits entre les communautés et les exploitants miniers. Les entreprises font recours aux CVC pour gérer les conflits. Bien plus, avec ces CVC, FODER a contribué à la création d'un réseau d'informateurs pour l'administration en charge du suivi des activités minières. Le partage d'information sur les activités minières entre les autorités locales et OSC, étant désormais améliorée.

Sensibilisation

Dans le secteur minier nous avons également orienté nos actions vers les sensibilisations pour améliorer les connaissances des parties prenantes et les aider à être mieux outiller pour une participation efficace dans le processus de gestion des ressources minière. Ainsi, en 2018 des séances de sensibilisations ont été organisées. Ces séances de sensibilisation ont été destinées aux communautés riveraines des sites miniers sur les dangers de l'exploitation minière illégale, le travail des enfants dans les sites miniers, la réglementation minière etc. Plus de 25000 personnes ont été touchées par la sensibilisation, plus de 100 élèves ont quitté les chantiers miniers pour retourner à l'école. Ces séances de sensibilisation ont permis le partage d'informations sur les activités minières entre les autorités locales et OSC. Informées sur la réglementation, les artisans miniers sont désormais engagés à se regrouper en coopératives ou GIC pour l'acquisition des cartes d'artisans miniers et la sécurisation des espaces qu'ils exploitent. Plusieurs artisans miniers ont été accompagnés dans le processus de mise en place des coopératives. Cinq coopératives minières ont été créées avec l'accompagnement de FODER. Les membres des coopératives ont été formés sur le processus d'obtention des autorisations d'exploitation artisanale (AEA) et carte d'artisans miniers. Bien plus, grâce aux actions de sensibilisation les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) s'impliquent davantage dans les activités minières. Les CTD utilisent les informations fournies par FODER pour effectuer



le plaidoyer auprès du Ministère des Finances et des Mines pour que leur soit transféré la part des redevances minières dû à la collectivité.

Accès à l'information

Le difficile accès à l'information constitue une véritable entorse à la transparence dans le secteur minier, particulièrement dans le secteur de la mine artisanale semi-mécanisée. Nos actions dans ce secteur contribuent à améliorer cet état de fait. Nous avons réalisé et diffusé largement à cet effet, quatre études de référence dans le secteur minier (Conditions de travail dans les entreprises minières, Protection de l'Environnement et RSE des entreprises, Collecte et redistribution des redevances minières dans les CTD, Acquisition de l'Espace pour l'exploitation minière). Les résultats de ces études ont améliorés l'accès à l'information des parties prenantes dans le secteur minier. Plusieurs médias, OSC, ONG, partenaires au développement, administrations sectorielles, Institution de contrôle supérieure de l'Etat utilisent les informations générées par ces études comme référence pour leurs actions. Les CTD utilisent les informations fournies par FODER pour effectuer le plaidoyer auprès du Ministère des Finances

et des Mines pour le transfert des redevances minières. La veille informationnelle développée sur les activités minière ont permis aux administrations (locales et nationales) en charge des ressources minières de réaliser les missions d'audits à la suite des informations publiées par FODER par les violations flagrantes de la réglementation dans l'exploitation minière dans les régions de l'Est et Adamaoua. L'amélioration de l'accès à l'information passe également par le renforcement des capacités des acteurs sur les problématiques en lien avec la gestion durable des ressources minières.

En 2018, nous avons formé au moins 15 représentants des organisations de la société civile, des communautés locales et autochtones et des Collectivités territoriales décentralisées à l'Observation indépendante des activités minières. A l'issue de ces formations plusieurs réseaux de surveillance et d'information des activités minières ont été mis en place. Ce réseau est constitué à la base des membres des CVC, des chefs traditionnels, du personnel de FODER et de l'administration locale des mines. Au moins 50 dénonciations concernant la violation des droits communautés et l'exploitation minière présumée illégale ont été faites par les CVC. 30 missions de vérification des dénonciations ont été réalisées par FODER et les informations ont été transmises à l'administration minière. Certaines dénonciations ont conduits à la suspension de quatre entreprises minières.

Toutes ces actions dans le secteur minier ont été menées avec l'appui financier de l'Union



Illustration utilisée lors des campagne de sensibilisation.

Nous agissons en faveur de la participation et l'implication des communautés locales et autochtones, des collectivités territoriales décentralisées dans le processus de gestion des ressources minières. A FODER, nous sommes convaincus que l'implication de ces deux acteurs devra sans aucun doute contribuer à un envol du secteur minier et une prise en compte effectives de leurs attentes. C'est pourquoi dans tous les ateliers de concertations multi acteurs, aux foras régional et national organisés à Ngoura, Meiganga, Bertoua et Yaoundé sur le secteur minier, les représentants des communautés riveraines ont fait entendre leurs voix à travers leur forte participation. Ces fora ont été des occasions ces acteurs de présenter les dégâts de l'exploitation minière semi mécanisée sur la vie des communautés aux décideurs et aux partenaires au développement. Dans les zones minières, nous avons également travaillé à faciliter la mise en place des cadres de concertation pour faciliter le dialogue inclusif. Ainsi trois cadres de concertation officiels ont été mis sur pied (1 au niveau de la préfecture de Meiganga, un à la commune de Ngoura et une autre à la délégation régionale des mines du Lom et Djerem). Ces cadres contribueront sans aucun doute à l'amélioration du dialogue entre les acteurs du secteur minier.

Européenne dans le cadre du Projet-Mines-Environnement-Santé et Société. En 2019, ses actions vont se poursuivre dans le cadre de la phase 2 du projet. Pour cette seconde phase il sera question de mener des actions qui permettront d'améliorer la gouvernance minière au Cameroun pour un développement socio-économique et environnemental durable et inclusif à travers la lutte contre la fraude, la corruption et le suivi participatif des activités minières. Le projet sera mis en œuvre par l'association Forêts et Développement Rural (FODER) en collaboration avec Transparency International – Cameroun.

3

ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

Les actions de FODER en faveur de l'environnement et du Climat s'est faite à travers les déploiement de l'organisation dans le secteur minier et dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

S'agissant de la lutte contre le changement climatique, FODER a poursuivi sa contribution à la mise en place inclusive de la REDD+. Ainsi les contributions de FODER ont nourri les résultats des réflexions stratégiques telles que celles sur l'accès à l'information et le mécanisme de gestion des conflits dans la REDD+ menées dans la perspectives de l'élaboration de la Stratégie nationale REDD+ du Cameroun. La contribution de FODER a eu pour effet l'intégration des principes de transparence dans la SN REDD+ du Cameroun et la consécration de l'accès à l'information comme droit dans ladite Stratégie. Dans la même logique de contribution au renforcement de la transparence dans REDD+ au Cameroun, FODER a réalisé une évaluation de référence sur le niveau de la transparence dans la phase de préparation de la REDD+ au Cameroun. Les résultats de cette évaluation ont révélé la faiblesse de la transparence dans la phase de préparation. Il est à espérer que le plan d'action triennal pour la mise en œuvre de la transparence dans REDD+ adoptée par les parties prenantes de la REDD+, sous la facilitation technique de FODER, permette d'améliorer le niveau d'accessibilité aux informations sur la REDD+. En 2018, FODER a par ailleurs poursuivi le plaidoyer pour la coordination des processus forestiers et climatiques au Cameroun à travers l'organisation des concertations entre les différents acteurs des deux processus et la publication d'une note de contribution pour le renforcement des synergies entre les processus forestiers et climatiques au Cameroun produites par les parties prenantes des processus FLEGT, REDD+ et de la Contribution déterminée au Niveau National (CDN).

Concernant la promotion de la préservation de l'environnement, nous avons mené des actions en faveur de la restauration des sols et de la préservation de la qualité de l'eau dans les zones d'exploitation minière dans la Région de l'Est Cameroun. Il s'est agi notamment des campagnes de sensibilisation et d'information sur les dangers environnementaux, sociaux et économiques de la non-fermeture des trous miniers après exploitation. Les actions de plaidoyer et de communication menées en vue de la fermeture des trous miniers et de la protection des cours d'eau ont eu pour effet la prise de mesures pour la fermeture des trous par certaines autorités publiques et traditionnelles ainsi que certaines entreprises minières. Nous sommes convaincus qu'une meilleure synergie d'action entre les acteurs du secteur miniers permettra de mettre un terme au sinistre panorama de cratères que présente la plupart voire la quasi-totalité des zones d'activité aurifère de la Région de l'Est au Cameroun.

4

AGRICULTURE ET FONCIER

Sur le plan agricole et foncier, nous avons mené des actions de nature à renforcer les capacités des communautés riveraines des agro industries (notamment de la Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm) et de la Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (Safacam)) et des titres forestiers ; sensibiliser les communautés sur les questions foncières, afin de faciliter leur participation à la gouvernance locale. Un accent a particulièrement été mis sur la participation des femmes au processus de gouvernance foncière locale. Ceci dit, nous avons sensibilisé environ 15 communautés, avec 3 000 personnes atteintes, aux rangs desquels environ 1000 femmes.

Le renforcement des capacités des leaders locaux sur le plaidoyer a permis de mettre en œuvre certaines activités communautaires qui ont permis à la communauté de Ndohédjou de récupérer un espace d'environ 12 hectares de terre, initialement occupé par la Socapalm. Cette communauté avait un sérieux manque d'espace vital. Il convient de signaler qu'initialement la communauté avait empêché à la Socapalm de replanter sur une superficie d'environ 40 hectares. Ceci s'est fait sur la base d'un plan de plaidoyer pour la défense des droits des communautés liés à l'accès à la terre consacré spécifiquement dans le bail emphytéotique lorsqu'on parle de « espace vital » ou « rétrocession ». Pour y parvenir une cartographie participative a permis à la communauté de mettre en exergue ses besoins en terre et d'engager le plaidoyer pour la restitution de cette parcelle à la communauté. Les communautés rassemblées au sein de la Synaparcam (Synergie Nationale des Paysans et. Riverains du Cameroun) ont régulièrement dénoncé par des lettres auprès de l'administration locale et centrale le non-respect de leurs droits d'accès à la terre et à la participation à la gouvernance foncière locale.



S'INFORMER POUR MIEUX PARTICIPER À LA MISE EN OEUVRE DE L'APV-FL

5

ACTIONS DE COMMUNICATION

L'association Forêts et Développement Rural a toujours considéré la communication comme un des éléments de base permettant de renforcer la gouvernance dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles. Ainsi, au cours de l'année 2018 l'association a recouru aux mécanismes de communication les plus appropriés pour promouvoir ses actions pour la gestion durable des ressources naturelles. Les outils de communication ont été développés par le service de communication pour partager avec tous les partenaires de l'association l'évolution de leurs activités et l'impact de ces activités sur les parties prenantes.



RELATION PRESSE

Un rapport constant a été entretenu avec les organes de presse nationale et internationale au cours de l'année 2018. L'objectif étant de fidéliser un groupe d'hommes et de femmes de médias capables de sensibiliser le public sur les enjeux de la bonne gouvernance des ressources naturelles ou encore alerter les pouvoirs publics sur les urgences de respecter les droits des communautés dans le processus de partage des bénéfices. Avec ces acteurs du quatrième pouvoir, FODER a fait entendre sa voix dans les médias sur des sujets en lien avec la gestion des ressources naturelles. Reconnues pour leur expertise, nos équipes ont été sollicitées par les médias pour apporter leur analyse sur ces sujets. Ainsi, pour le compte de l'année 2018, plus de 200 articles de presse ont été produits et diffusés par les journalistes et médias nationaux et internationaux grâce aux informations mises à leur disposition par FODER. Dans le cadre de ses actions dans le secteur minier, FODER a apporté un appui logistique et accompagné des journalistes nationaux et étrangers (06 au total) dans les sites d'exploitation minière pour la collecte des informations et contribué ainsi à l'accès à l'information et la sensibilisation des parties prenantes impliquées dans le secteur.

SITES INTERNET

Un dispositif web pour l'observation indépendante externe (OIE)

Le site internet dédié à l'OIE et animé par FODER en tant que secrétariat technique de la coordination de l'OIE a été totalement repensé avec un design plus sobre, une ergonomie et une arborescence plus claire. Une accessibilité aux rubriques, sous-rubriques, rapports et facilité de la navigation et des recherches. Dans cette mouvance d'amélioration, le nom du domaine du site internet a été modifié et est passé de www.oie-cameroun.org à désormais www.oiecameroun.org.

Site de FODER, une base de données riche d'information sur la gouvernance des ressources naturelles

Le site Web de FODER (www.forest4dev.org) est devenu un outil fondamental pour la communication et la diffusion d'informations concernant les actions menées par l'organisation à temps réel. Grâce à la création permanente de nouvelles pages et à sa mise à jour régulière, le site Web est une base de données de plus en plus consulté. En 2018 le nombre de visiteurs du site internet a enregistré 1 146 613 visites. Outre les pages consacrées à l'Organisation, à son fonctionnement et à ses activités, le site Web fournit des informations professionnelles sur la gouvernance forestière et minière. Des liens vers d'autres sites professionnels et sources relatives aux décisions prises par l'administration sur diverses questions forestières ou minières sont également proposées. Pour cette année, un total de 30 articles relatifs à la vulgarisation des actions de FODER ont été publiés et ces articles ont permis de toucher plus de 20 000 personnes.

RESTONS EN CONTACT !

Au 31 décembre 2018,

1 146 613 de personnes qui visitent le site internet de FODER

www.forest4dev.org.

Nos publications sur notre compte Facebook a atteint près de **70 000** personnes au cours des 12 derniers mois écoulés.

Le compte twitter de FODER Compte de FODER au 31 Décembre 2018 affichait

- **205 abonnés**
- **130 abonnements**
- **398 tweets.**

Evenementielle

Deux grands événements ont alimenté les activités de l'association Forêts et Développement Rural (FODER) au cours de l'année 2018. Il s'agit de la 4ème édition de la Forest média Awards et de la 1ère édition de forum sur la gouvernance minière (FGM 2018).

FOREST MEDIA AWARDS (ForMA)

Dans l'optique d'accroître la participation des hommes des médias et les inciter à continuer à s'intéresser aux questions de gouvernance des ressources naturelles, l'association Forêts et Développement Rural, a organisé en 2018 la 4ème édition de son traditionnel concours Forest Média Awards (ForMA). Initiée en janvier 2015, la ForMA est aujourd'hui une compétition de référence qui éveille la sensibilisation sur la gouvernance des ressources naturelles et le changement climatique. Pour la 4ème édition, Six journalistes sur 35 candidats nominés ont été récompensés.



Soit 03 ayant reçu des prix dans la catégorie du prix gouvernance forestière et 03 pour le prix gouvernance minière. Certains de ces lauréats, à l'issue de la compétition ont pu déjà décrocher des contrats de consultation auprès de certains partenaires de la ForMA. On peut également mentionner la participation de ces lauréats aux activités de renforcement de leurs capacités sur les thématiques en lien avec la gouvernance forestière.



Pour vulgariser les résultats de la ForMA, plusieurs articles de presse ont été produits. Ainsi, à l'issue de la soirée de récompense un total de 10 articles de presse a été collecté. La ForMA est aujourd'hui un événement qui s'est avéré être un véritable tremplin pour les journalistes camerounais qui souhaitent valoriser leur travail. Avec les nouveaux lauréats de ce concours en 2018, l'on compte désormais déjà vingt-six (26) femmes et hommes de médias, qui ont été primés pour leur effort de sensibilisation sur les questions en liant avec la gouvernance forestière et le changement climatique.



FORUM SUR LA GOUVERNANCE MINIERE (FGM)



Ce forum a été inspiré du forum sur la gouvernance forestière (FGF) organisé à quatre reprises (2011, 2013, 2014 et 2016) au Cameroun en collaboration avec le Centre International pour le Développement et la Formation (CIDT) de l'Université de Wolverhampton. Le FGM traduit donc l'appropriation et la réplique par FODER du concept du forum sur la gouvernance forestière, adapté et l'appliqué au secteur minier. Ce forum a été organisé dans le cadre du Projet Mines-Environnement-Santé et Société (ProMESS) qui est mis en œuvre par FODER avec l'appui financier de l'Union Européenne. Il a été présidé par le Secrétaire Général du Ministère des Mines de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) et le représentant du Ministre et le Représentant de son excellence l'Ambassadeur de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun, Monsieur Arnaud Demoor, Conseiller- Chef de la Coopération.

Pour la première édition de ce forum, le thème

qui articulés les travaux était « Transparence et surveillance du secteur minier : Bilan, défis et perspectives ». Ainsi, pendant les deux jours de travaux (Du 10 au 11 octobre 2018), il a été question pour les différents acteurs du secteur minier, de partager leurs connaissances, expériences et expertises respectives, sur les questions liées à la gouvernance du secteur mi-



nier au Cameroun. Plus de 300 personnes ont répondu présent à cette messe d'échange qui a été meublée par des sessions plénières, de groupe et d'échange interactifs. Des projections cinématographiques ont été également organisées pour immerger des grands enjeux actuels du secteur minier au Cameroun.

Des échanges, ont permis entre autres de faire :

- *premièrement un état des lieux de la transparence et de la surveillance dans le secteur minier ;*
- *deuxièmement d'identifier les freins/leviers à la surveillance et au contrôle du secteur minier ;*
- *troisièmement d'identifier également les pistes d'interventions des acteurs non étatiques et des collectivités territoriales décentralisées dans le renforcement du contrôle du secteur minier à travers la surveillance ;*
- *et enfin de proposer des pistes de solutions pour un meilleur contrôle dans le secteur minier sur la base des expériences du contrôle du secteur forestier qui seront capitalisées.*

Le site internet <https://fgm.forest4dev.org/> mis en place pour ledit forum, a atteint un total de 859 visites au 31 Décembre 2018. Tous les documents diffusés au cours de ce forum sont disponibles sur le site. Un journal du forum a été



produit à l'issue du forum et rendu publique sur le site et les réseaux sociaux. Sur la page facebook, plus de 200 personnes ont eu accès au journal. Pour la vulgarisation des résultats de ce forum, les organes de presse nationaux ont été mis à contribution. Ainsi, l'association a pu obtenir à l'issue du forum plus de 10 articles écrits sur les résultats du forum.



Au terme des recommandations des travaux du forum, il y'a une nécessité de capitaliser et de sécuriser les opportunités en faveur du développement local et national qu'offrent les ressources minières afin que l'exploitation de ces ressources bénéficient durablement à l'Etat et aux populations riveraines.

NOS PUBLICATIONS EN 2018

En vue de capitaliser l'expérience acquise et de partager nos expériences avec les autres acteurs du secteur et de valoriser les résultats de nos actions, l'association FODER a réalisé et publié des rapports, études, des brochures, des notes d'information et autres supports de communications diverses. Ainsi, c'est un total de dix neuf (19) publications qui ont été produites au cours de l'année écoulée. Il s'agit notamment des notes d'information (05) et des rapports d'études (09), des vidéos (05). Des rapports des missions d'observation indépendante externe (OIE) ont été également produits à travers l'approche du Système normalisé d'observation indépendante externe (SNOIE). En fin décembre 2018, c'est un total de dix (18) rapports d'OIE qui ont été produits et publiés sur le site internet de l'OIE (www.oiecameroun.org).

RAPPORTS ET ÉTUDES

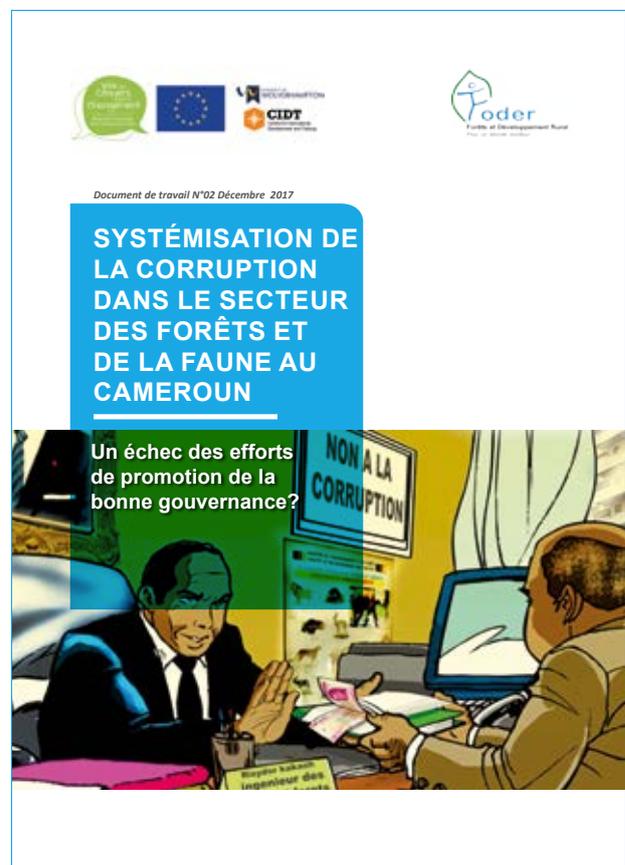
Evaluation de l'Intensité de la perception de la Corruption dans le secteur des forêts et de la faune pour le compte de l'année 2017

Le rapport d'évaluation de l'indice de perception de la corruption (IPC) dans le secteur forêt et faune au Cameroun, a été menée par l'association Forêts et Développement Rural (FODER) dans le cadre du projet Voix des Citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo (CV4C). Ce rapport quatrième du genre réalisé par FODER, a permis de relever de l'IPC a atteint 7,25/10 en 2017, soit quasiment le niveau d'évaluation initiale réalisée en 2010 par la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) qui l'avait situé à 7,25/10. L'IPC est l'un des outils qui permet d'apprécier l'intensité du phénomène dans un secteur donné. En 2010, la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) renseignait sur cet indice pour la première fois dans le secteur forestier. Aussi, l'évaluation de cet IPC est une contribution de FODER au suivi des initiatives de promotion de la bonne gouvernance et la gestion durable des forêts dans lesquelles le Gouvernement camerounais est engagé.

Version Française : https://forest4dev.org/images/documents_pdf/Systemisation_de_la_corruption_dans_le_secteur_des_forets_et_de_la_faune_au_cameroun.pdf

Version Anglaise : https://forest4dev.org/images/documents_pdf/Systemization_of_corruption_in_the_forests_and_wildlife_sector_in_cameroon.pdf

Edition : Décembre 2017



Le droit d'accès à l'information dans REDD+ au Cameroun, acteurs, approches de suivi et gestion des conflits

Edition : Décembre 2017

Le rapport présente en détail les différents indicateurs et vérificateurs qui accompagnent les principes généraux à partir desquels sont formulés des critères et indicateurs de suivi de la performance de la mise en œuvre de ce droit dans REDD+ au Cameroun, et la gestion des conflits y associés. Ces principes et critères dans chacune des dimensions considérées et des tableaux synthétiques présentés dans le rapport justifient la pertinence de chaque critère. Une esquisse des types d'informations ainsi que du rôle des acteurs dans l'exercice du droit à l'information y est également proposée. Ce rapport a été produit dans le cadre du projet Voix des Citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo (CV4C)

Lien : https://forest4dev.org/images/documents_pdf/Le_droit_d_acces_a_l_information_dans_REDD_au_cameroun.pdf



Rapport 2018 d'évaluation de la transparence dans la REDD+ au Cameroun, Expérience de l'accès à l'information dans la phase de préparation

https://forest4dev.org/images/documents_pdf/RAPPORT_EVALUATION_TRANSPARENCE_REDD_-ANGLAIS.pdf (Version Anglaise)

Le rapport d'évaluation qui a été produit dans le cadre du projet Voix des Citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo (CV4C) avait pour objectif d'évaluer la transparence dans la phase de préparation de la stratégie nationale REDD+ sur la base de l'expérience de l'accès à l'information. Cette phase de préparation que le Cameroun avait officiellement achevée le 07 Juin 2018, s'est couronnée par la validation d'une stratégie nationale REDD+ élaborée à travers un processus impliquant toutes les parties prenantes nationales. La qualité de la participation dans cette phase était tributaire de la qualité de l'accès à l'information d'une part, mais également de la prise en compte de cette dimension dans le texte final de la stratégie nationale REDD+.

https://forest4dev.org/images/documents_pdf/RAPPORT_EVALUATION_TRANSPARENCE_REDD_Octobre_2018.pdf (Version Française)



Rapport d'évaluation 2018 de la mise en œuvre de l'annexe VII de l'APV-FLEGT au Cameroun

L'évaluation avait pour objectif de déterminer en comparaison de la situation de l'étude menée par FODER durant l'année 2015. Les données ont été collectées entre le 08 Mai et le 08 Juin 2018. La publication des informations de l'annexe VII de l'Accord de partenariat volontaire sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de bois et produits dérivés du bois (APV-FLEGT) signé entre le Cameroun et l'Union Européenne (UE) est une des conditions de l'accès aux informations forestières et partant de la transparence dans le secteur. Un site internet spécifiquement dédié à cette annexe a été mis en place. Tant qu'elle est stable, cette plateforme constitue une base permanente pour l'évaluation du respect de l'engagement de la partie Camerounaise à rendre l'information publique. La réalisation de cette évaluation a été faite dans le cadre de la mise en œuvre du projet Voix des Citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo (CV4C).

https://forest4dev.org/images/documents_pdf/RAPPORT_EVALUATION_TRANSPARENCE_APV_FLEGT.pdf (Version Française)

Version Anglaise

Edition : Juillet 2018



Evaluation de la transparence dans REDD+ et APV-FLEGT au Cameroun, Policy Brief

Version Française

Version Anglaise

Edition : Juillet 2018

VIDEOS

Les résultats de l'indice de perception de la corruption dans le secteur forêt et faune Cameroun

Cette vidéo a été produite dans l'optique de partager avec les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques les résultats de l'évaluation de l'indice de perception de la corruption dans le secteur forêt et faune au Cameroun, qui, s'est considérablement dégradé au cours de l'année 2017. Cette évaluation de l'IPC, quatrième du

genre a été menée par l'association Forêts et Développement dans le cadre du projet Voix des Citoyens pour le Changement (CV4C).

Version : française

DVD, édition FODER, 01'45

<https://www.youtube.com/watch?v=AKule3e-2D1M&fbclid=IwAR3ZzCB8EnfX50j3S37Rg-fYUXxVONMnHAdZV5mlPmeoAITLiz6BO49DVrXo>

Fonctionnement du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE)

Produit sous forme de spot, cette vidéo a été produite dans l'optique de vulgariser le fonctionnement du Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe (SNOIE). Cette approche d'OI de qualité a été développée par l'association Forêts et Développement Rural (FODER), en collaboration avec d'autres organisations de la société civile, l'administration et les autres parties prenantes du secteur forestier. En trois ans de mise en œuvre de l'approche plus de 50% des rapports de dénonciations produits via cette approche normalisée de l'observation indépendante (OI) au Cameroun, ont entraîné des réactions du ministère en charge de la gestion des forêts et de la faune. En effet, sur les 30 rapports d'OI transmis au MINFOF, les faits d'exploitation forestière présumée illégale ont été avérés sur 18 d'entre eux. Ces cas avérés ont suscité des missions de contrôle de la brigade nationale et régionale de contrôle forestier, des saisis, l'ouverture des contentieux à l'encontre des entreprises incriminées dans les rapports et des suspensions de titres.

Version : française

DVD, édition FODER, 05'05

<https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=T-zymTDryPOQ>

Exploitation Minière au Cameroun : Succès de l'approche comités de veille dans le suivi des activités minières

Produit en octobre 2018 dans le cadre du Projet Mines Environnement Santé et Société (ProMESS), ce film de 15 minutes permet de partager avec les acteurs du secteur comment l'approche de comité de veille a été utile pour le suivi des activités minières. Cette vidéo a été projetée au cours du forum sur la gouvernance minière. Elle est également utilisée par les membres de comités de vielle, lors des séances de sensibilisation qu'ils organisent. Ceci dans

l'optique d'encourager les communautés à mieux s'organiser pour une meilleure défense de leur droit.

Version : française

DVD, édition FODER, 15'39

Lien : <https://youtu.be/E5n06wWVEaU>

Les résultats du Projet Mines-Environnement – Santé et Société

Produit en Décembre 2018 dans le dans le cadre du Projet Mines Environnement Santé et Société (ProMESS), ce film de 15 minutes permet de partager avec les acteurs du secteur minier les résultats qui ont été obtenus au cours de la mise en œuvre du projet (2015-2018).

Version Française

DVD, édition FODER, 21'27

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=t-GwoUyUWC10&t=73s>

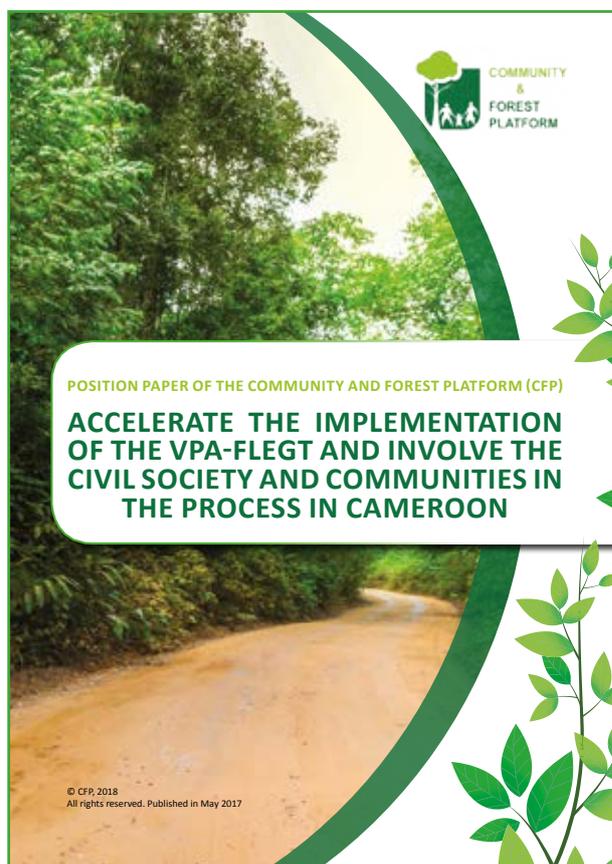


NOTES D'INFORMATION

Un total de cinq notes d'information a été produit au cours de l'année 2018.

Titre des notes d'information

1. *Cinq sociétés forestières soupçonnées d'exploitation forestière présumée illégale (Juin 2018)*
2. *Exploitation forestière présumée illégale dans une vente de coupe non attribuée (Juillet 2018),*
3. *Le SNOIE, premier système d'observation indépendante certifié dans le monde pour la gestion des ressources naturelles (Août 2018),*
4. *Le SNOIE renforce l'application des lois dans le secteur forestier (Août 2018)*
5. *Les communautés participent à la mise en œuvre du Système de vérification de la légalité (SVL) des bois au Cameroun à travers le Suivi communautaire des forêts en temps réel (STR) (Décembre 2018)*



A wooden cart with a flatbed and a canopy, resting on a dirt road. The cart is made of weathered wood and has two large wooden wheels with yellow tape around the edges. The background is a reddish-brown dirt surface.

RAPPORT
FINANCIER ANNUEL
AU 31 DECEMBRE 2018



RESSOURCES FINANCIERES MOBILISEES

Les ressources financières gérées par FODER au cours de l'exercice 2018 sont principalement constitués de :

- Subventions d'exploitation ;
- Prestations diverses : Consultation du personnel ;
- Cotisation et droit d'adhésion ;
- Reserve antérieure.

Produits	Sources de financement	Montant (FCFA)	Montant Euros
Subventions d'exploitation	Délégation de l'Union Européenne au Cameroun	51 448 157	78 432
	Programme FAO EU FLEGT	20 126 497	30 683
	Centre for International Development and Training (CIDT) de l'University of Wolverhampton,	195 788 620	298 478
	Stichting FERN	34 154 693	52 068
	The Rainforest Foundation UK (RFUK)	61 544 431	93 824
Prestations diverses (Consultations et prestations)	Stichting FERN	2 631 614	4 012
	GIZ	8 455 550	12 890
	EFI	4 722 153	7 199
	Climate Focus	1 806 673	2 754
Cotisation et droit d'adhésion		75 000	114
Reserve antérieure		11 062 679	16 865
Total fonds mobilisés		391 816 067	597 320

COMPTES DES PRODUITS

Les produits de l'exercice 2018 s'élève à **370 003 651 FCFA** et sont à **96.4%** des subventions d'exploitation.

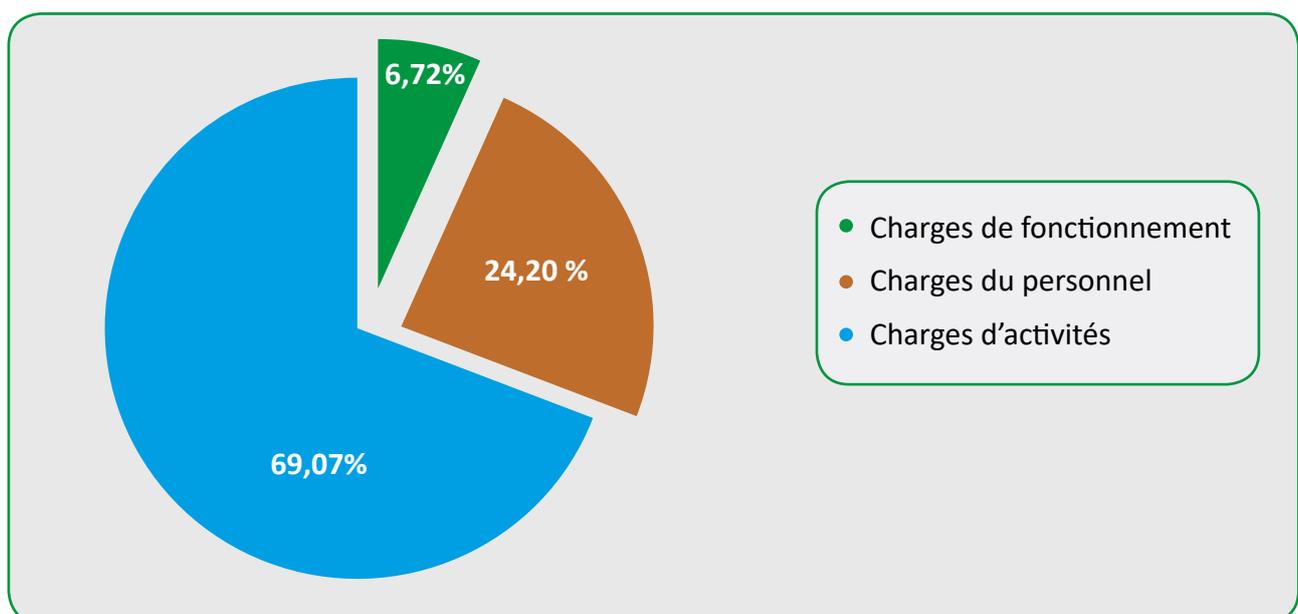
COMPTES DES CHARGES

Le montant total des charges s'élève à **368 331 334 FCFA** et est constitué à **69.07%** des charges liées à la réalisation des activités des projets.

A travers la mise en œuvre des activités des différents projets, FODER contribue au développement économique et social du Cameroun à travers :

1. La création d'emplois ;
2. Les sommes versées dans les structures telles que :
 - Les établissements hôteliers pour l'accueil des ateliers, réunions et conférences
 - de presse, mais aussi pour le logement de nos invités ;
 - Les entreprises de location automobiles pour le transport des équipes lors des missions sur le terrain ;
 - Les agences de communication graphiques et les imprimeries, pour la conception et la production de supports de visibilité et l'impression de nos publications ;
 - Le trésor public, pour le règlement des charges sociales et des impôts déclarés ;
 - Les achats divers (consommables, fournitures de bureau, fournitures non stockables etc...).
3. Accompagnement des communautés pour la défense de leurs droits ;

Graphique 3 : Répartition des charges



COMPTE DE RESULTATS AU 31/12/2018

PRODUITS	2018 Montant en FCA	2018 Montant en Euros	2017 Montant en FCFA
Subventions d'exploitation	356 687 661	543 767	435 821 238
Reprises sur subventions d'invest	0	0	18 447 785
Autres produits courants	13 315 990	20 300	18 438 721
Produits de cession immobilisations	0	0	4 000 000
TOTAL PRODUITS	370 003 651	564 067	476 707 744

CHARGES	2018 Montant en FCA	2018 Montant en Euros	2017 Montant en FCFA
Achats	8 028 768	12 239,78	11 426 287
Transports	9 845 062	15 008,70	8 789 165
Services extérieurs	248 589 929	378 972,90	286 439 440
Impôts et taxes	0	0,00	44 000
Charges diverses	2 255 955	3 439,18	4 380 735
Charges de personnel	89 126 190	135 872,00	124 622 193
Charges financières	2 379 798	3 627,98	0
Dotation aux amortissements	205 632	313,48	27 556 244
Dotation aux provisions	7 900 000	12 043,47	7 900 000
TOTAL CHARGES	368 331 334	561 517,50	471 158 064
EXCEDENT (DEFICIT)	1 672 317	2 549,43	5 549 680

© 2018.Forêts et Développement Rural (FODER)

Photos de : ©FODER,

Image de couverture : FODER

Rédaction : Christelle KOUETCHA,
Responsable communication FODER

Supervision : Justin KAMGA,
Chargée des Programmes FODER

Mise en forme par : Germain FOTIE
(FREEDEFO / **mail:**kingfotie@gmail.com
Tel : 672 17 22 22)



Tél. : 00 237 222 005 248
P. B. : 11417 Yaoundé, Cameroon
E-mail: forest4dev@gmail.com
www.forest4dev.org
www.oiecameroun.org

 @forest4dev

 Forêts et Développement Rural

 Forêts et Développement Rural

ET FORETS
CAMEROUN